

LE TARIF DES DEMANDES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. Dans son exposé financier du 8 novembre dernier, le ministre des Finances a annoncé qu'il entendait se procurer 4.4 millions de dollars en exigeant des droits pour les demandes d'immigration et de numéro d'assurance sociale. La ministre pourrait-elle nous dire le montant exact qu'elle compte exiger pour les demandes d'immigration? Le tarif sera-t-il le même pour toutes les catégories, notamment les réfugiés?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, aucun droit ne sera exigé des réfugiés. Je voudrais signaler au député et à tous ses collègues que le barème n'a pas encore été établi. Sitôt que ce sera fait, il en sera informé.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA CONFIANCE DES INVESTISSEURS

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui prévoyait dans son exposé que notre économie irait dans une certaine direction au cours des deux prochaines années. Chaque jour, de nouveaux organismes de prévision, en commençant par le Conference Board, Informetrica et le World Bank's Trendicator, font entendre un tout autre son de cloche. L'évolution semble se faire dans une direction bien différente de celle prévue. Le ministre parlait de la nécessité d'obtenir la confiance des investisseurs. Il sait que la confiance dépend de la stabilité, de la constance et des perspectives que présentent les années ou les mois suivants. Le ministre pourrait-il expliquer aux Canadiens, par l'intermédiaire de la Chambre, comment il pourra établir la confiance alors que le gouvernement se fait une certaine opinion que le reste du Canada ne partage aucunement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député n'ignore pas qu'il y a un certain nombre de points de vue quant à la direction dans laquelle l'économie évolue. Celui qui figure dans mon exposé financier de l'autre jour est très proche du consensus de quelque 25 économistes canadiens. Il y a toujours d'autres opinions, comme celle du Conference Board, qui diffèrent du consensus. Toutefois, même cet organisme semble se rapprocher du consensus des 25 économistes que j'ai consultés.

M. Riis: Le ministre parle de 25 économistes sur 80,000 qui sont d'accord avec lui. Il pourrait peut-être voir ce qu'en pensent les autres.

LA POLITIQUE DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. Les hypothèses de l'exposé économique sont basées sur une diminution du déficit

Questions orales

américain, qui ferait baisser les taux d'intérêt. Ces derniers jours, les organismes de prévision des États-Unis . . .

M. le Président: A l'ordre. C'est peut-être un peu injuste pour le député, puisque d'autres ont posé des questions supplémentaires avec un préambule, mais nous sommes de nouveau retombés dans ce travers. Je suis désolé de m'en prendre au député pendant qu'il parle, mais aujourd'hui, les préambules se sont faits de plus en plus longs. Je demande donc au député d'en venir à la question.

M. Riis: Merci, monsieur le Président. Si les choses tournent mal aux États-Unis, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a une politique des taux d'intérêt propre au Canada qu'il pourrait utiliser en cas de nécessité?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député réclame, et a déjà réclamé lors de législatures précédentes, une politique de taux d'intérêt propre au Canada. Je dois lui déclarer que, selon moi, et selon d'autres spécialistes des finances, une telle politique, telle qu'elle est proposée par son parti, est totalement irréaliste et inapplicable. Nous estimons que, avec une économie plus vigoureuse, nous pourrions conquérir une plus grande indépendance. C'est la direction fondamentale proposée dans l'exposé économique que j'ai fait il y a une semaine et demie.

* * *

L'ÉNERGIE

LE COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ DANS L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au premier ministre, porte sur une promesse électorale que le premier ministre a faite en mai 1984 aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard. Il s'est alors engagé, s'il était élu, à réduire leurs coûts énergétiques. Cette promesse a été réitérée par les candidats de son parti au cours de la campagne électorale dans Hillsborough, Malpeque, Cardigan et Egmont. Trois mois ont passé depuis que cette promesse a été faite et nous attendons encore une réduction des tarifs énergétiques. Quand les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard peuvent-ils s'attendre à une baisse des coûts d'électricité?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard ont attendu 20 ans en vain sous l'administration libérale, mais après deux mois, le gouvernement conservateur commence déjà à leur donner satisfaction.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: J'ai rencontré le premier ministre Lee à ce sujet, afin de voir ce que nous pouvions faire. La ministre de l'Énergie a eu des entretiens avec son homologue provincial à cet égard. J'espère que nous pourrions informer le député et la Chambre des résultats de ces consultations.